

« NOUS AVIONS RAISON »

par Alain Jamet

Chers amis,

Je vais vous parler ce soir d'un temps que les moins de 20 ans ne peuvent pas connaître. Et pour cause ! Alors qu'on nous rebat les oreilles, depuis bientôt 3 mois, sur le 40^{ème} anniversaire de 1968, ses délices, ses pompes et ses orgues, il ne nous est rien dit, ou quasiment rien, du 13 mai 1958. Cette date est volontairement oubliée, effacée des mémoires. Elle fut pourtant pour les patriotes français de la seconde moitié du 20^{ème} siècle l'équivalent de ce que fut pour les républicains le 14 juillet 1789. Le sang répandu en moins !

Abruties par la télé, décervelées par l'Education Nationale, confinées dans l'ignorance par des parents ou des grands-parents honteux ou amnésiques, les générations montantes ne connaissent rien de ce que fut l'épopée de l'Algérie française. Pour elles, le devoir de mémoire n'existe pas. Peut-être avons-nous dans ce constat notre part de responsabilité. Le but de cette réunion est de démontrer que nous n'avons rien oublié, que nous n'avons rien à regretter de nos actions passées.

Je n'ai pas eu besoin, pour ma part, de livres d'histoire pour savoir ce que fut réellement le 13 mai, pour y avoir participé, non pas au Forum ni au Gouvernement général d'Alger, mais à Paris, sur les champs Elysées. Ce jour-là une foule compacte était rassemblée, la plus importante que nous ayons connue depuis le début de ce que l'on appelait à l'époque, pudiquement (ou hypocritement) les événements. Après avoir franchi les barrages dressés sur notre parcours par le commissaire Duez, nous nous retrouvâmes avec Jean-Marie Le Pen et Jean-Maurice Demarquet, sur la place de la Concorde, face à la chambre des Députés, mais surtout face à un escadron de gendarmes mobiles, fermement décidés à nous en interdire l'accès. Le choc fut aussi bref que violent. Jeté au sol, je perdis dans la bagarre la valeur militaire que je portais pendante au revers de mon blouson. J'ai une raison particulière de me souvenir de cette anecdote. Trois ans plus tard, en effet, au sortir du Dépôt, je me retrouvai, à la souricière, au Palais de Justice, menotté au poignet d'un officier de l'armée française, tous deux en attente de passer devant le juge Brunschweig et de voir prolongé ou non notre incarcération. Au cours de notre entretien, j'en vins à parler de ma mésaventure. Mon compagnon d'infortune me révéla alors qu'il se trouvait ce jour-là sur la place de la Concorde, qu'il avait ramassé une médaille et l'avait, heureusement, conservée. Rendez-vous fut pris pour le lendemain à la Brasserie du Palais, pour le cas où nous serions libérés. Promesse tenue. C'est ainsi que je retrouvai le trophée perdu que je porte encore aujourd'hui. C'est en quelque sorte une médaille miraculeuse !

Si le 13 mai fut une date mémorable, symbolique, que l'Histoire retiendra, il n'en demeure pas moins que ce n'est pas ce jour-là, précisément, que le destin bascula, mais trois jours plus tard, l'après-midi du 16. Déferlent alors d'Hussein Dey et de la Casbah, une immense masse d'anciens combattants musulmans qui, aux accents de la Marseillaise, drapeaux tricolores en tête, viennent se joindre aux manifestants du Forum. Des scènes de fraternisation, impensables

auparavant, inoubliables en tout cas, se déroulent entre les communautés sous les yeux ébahis de la presse internationale. Plus étonnant encore, dans les douars les plus éloignés des grandes métropoles, les mêmes scènes se reproduisent, les mêmes populations ferventes, enthousiastes, composées presque exclusivement de musulmans, rejoignent le mouvement patriotique. Une aube nouvelle était née. La réconciliation était en marche, la paix en vue. Tous les espoirs étaient désormais permis.

On ne peut comprendre la commémoration de la date historique qui marqua le réveil de la nation, d'abord au-delà de la Méditerranée et ensuite en métropole, sans en connaître les sources et les motivations profondes. Elles remontent, selon moi, au 28 janvier 1958.

Ce jour-là, dans un discours prophétique, le jeune député poujadiste, Jean-Marie Le Pen, ancien d'Indochine, de Suez et d'Algérie – à 30 ans ! – s'adressait en ces termes à l'Assemblée Nationale :

« Le point qui me sépare d'un certain nombre d'orateurs, disait-il, est que cette nation doit être circonscrite dans des limites géographiques, raciales ou religieuses. Je prétends qu'il y a dans la masse musulmane une profonde aspiration à faire partie d'une entité nationale et à participer en tant que citoyens égaux à une nation. Cette nation, je l'affirme, peut-être la France. La solution adoptée aurait alors le double mérite de satisfaire les aspirations nationales des musulmans et de concorder avec l'intérêt de la France.

Ce qu'il faut dire aux Algériens, c'est que nous voulons en faire des français. Ce n'est pas qu'ils ont besoin de la France, mais que la France a besoin d'eux ; c'est qu'ils ne sont pas un fardeau ou que, s'ils le sont pour l'instant, ils seront au contraire la partie dynamique et le sang d'une jeune nation dans laquelle nous les aurons intégrés.

On s'est attaché trop souvent aux aspects secondaires de la situation, à des questions importantes, certes, mais qui ne sont pas fondamentales : le paupérisme de la population, la démographie galopante, alors que l'obstacle majeur à la création d'une communauté unitaire résulte de l'aspect sociologique du problème.

Les institutions musulmanes ou d'origine musulmane, les us et coutumes, le mode de vie, aboutissent à créer dans la population musulmane une psychologie sociale particulière. Mais les causes de cette situation sont-elles réversibles ?

En analysant les facteurs sociologiques d'une situation qui crée le particularisme algérien, on tente souvent d'expliquer le phénomène par la religion ou la race, et, considérant ces deux facteurs comme immuables on en tire argument pour douter de la possibilité d'assimilation ou pour la nier.

J'affirme que dans la religion musulmane, rien ne s'oppose à faire du croyant ou du pratiquant musulman un citoyen français complet. Bien au contraire, sur bien des principes, ses préceptes sont les mêmes que ceux de la religion chrétienne, fondement de la civilisation occidentale.

D'autre part, je ne crois pas qu'il existe plus de race algérienne qu'il n'existe de race française. »

Poursuivant son discours iconoclaste, celui qui était alors le benjamin de l'assemblée déclarait : « Offrons aux musulmans d'Algérie – comme ces mots me gênent, car ils ne font que cacher, bien mal, la réalité – l'entrée et l'intégration dans une France dynamique, dans une France conquérante. Au lieu de leur dire, comme nous le faisons maintenant : « Vous nous coûte trop

cher, vous êtes un fardeau », disons leur, « Nous avons besoin de vous, vous êtes la jeunesse de la Nation. ! »

Ces propos, j'en conviens, pouvaient choquer à l'époque. Ils seraient tout simplement incompréhensibles aujourd'hui. Pourtant, si l'on veut bien se replacer dans le contexte de 1958, cette vision grande, belle et généreuse de la France (comme disait l'autre) qui consistait à faire, de Dunkerque à Tamanrasset, de nos compatriotes des français à part entière, si elle était révolutionnaire, n'était pas pour autant utopique.

Au milieu des 30 glorieuses, la France était, s'en souvient-on encore, un peuple jeune, fier, debout, dynamique. Notre démographie était, elle aussi, galopante (une des premières d'Europe) sa richesse triomphante et son patriotisme intact. Elle était à même de réaliser ce rêve que faisait, 5 ans plus tard, aux Etats-Unis, le pasteur Martin Luther King : (I have a dream) Réconcilier et assimiler deux communautés qui s'entredéchiraient.

Il est évident que si le rêve que nourrissaient les combattants de l'Algérie française s'était réalisé, nous serions aujourd'hui le pays le plus grand, le plus riche, le plus jeune, le plus sûr d'Europe. Le chômage y serait inconnu ; notre indépendance énergétique, grâce au Sahara, serait assurée et l'immigration, au lieu de se faire du Sud vers le Nord, se ferait du Nord vers le Sud.

Pourquoi, vous demanderez-vous, ce qui était possible en ce temps là, à condition d'y mettre beaucoup de courage, d'enthousiasme, et d'obstination, ne le serait plus aujourd'hui ? C'est qu'en l'espace d'un demi-siècle, les choses et notre pays ont bien changé.

Au temps de l'Algérie française, les musulmans étaient dans leur immense majorité modérés. Ils fumaient, buvaient de l'alcool, laissaient les femmes libres de porter ou non le voile. Les communautés cohabitaient en bonne harmonie, chacun avec ses coutumes et ses lieux de prière. Quelle différence avec la situation que nous subissons aujourd'hui !

Après la prise du pouvoir par les extrémistes du FLN, les islamistes ont radicalisé la population, massacré les Français musulmans patriotes et tous ceux qui ne voulaient pas se soumettre, entraînant la dégradation progressive et irrémédiable du pays et la destruction de l'œuvre civilisatrice de la France.

Cette islamisation et cette différence de développement sévèrement aggravée avec la métropole ont entraîné l'immigration massive que l'on connaît aujourd'hui. Nourris de la haine de la France, ignorants de l'œuvre admirable accomplie par les pieds-noirs, ces nouveaux arrivants ne viennent pas chez nous en amis. Je n'utiliserai pas d'autres qualificatifs pour définir l'attitude qui est la leur (ils sont chez eux chez nous, prétendait un ancien Président de la République. Je ne suis pas sûr que l'actuel Président pense là dessus différemment).

Les lois liberticides qui régissent notre société et l'insupportable police de la pensée qui pèse sur l'opinion nous interdisent, de définir, comme chacun le ressent, l'état d'esprit de ces hôtes qui sont venus chez nous, c'est le moins qu'on puisse dire sans y être invités. C'est ce qu'avait fort bien compris Jean-Marie Le Pen, il y a cinquante ans de cela. « Si vous ne faites pas l'Algérie française, avertissait-il, vous aurez la France Algérienne ! »

Et pourtant, aujourd'hui comme hier, certains d'avoir raison, nous n'avons d'autres motifs de regretter le combat que nous avons mené que de l'avoir perdu. Nul ne saura jamais si notre pari sur l'avenir aurait été couronné de succès. La belle espérance que nous avons nourrie s'est transformé en grande illusion. Les lâchetés des uns, les trahisons des autres, l'indifférence d'une part importante de la population qui souhaitait par-dessus tout le retour de ses petits gars du contingent en métropole et la fin rapide des hostilités, en ont décidé autrement.

Qui saura ce qu'aurait été notre destin, si les évènements avaient tourné en notre faveur ? Une seule chose est sûre, c'est qu'il ne saurait être pire que celui que nous connaissons aujourd'hui. Il serait malséant de notre part de nous réjouir de cet échec, même si nous n'en partageons, en aucune façon, la responsabilité.

Il est difficile, en ce 13 mai 2008, de commémorer sans nostalgie ce temps où la France était debout, fière d'elle-même, heureuse et triomphante. Aujourd'hui, les menaces et les ténèbres s'étendent sur notre pays. Et pourtant, combattants d'hier, combattants de toujours, nous n'avons pas le droit de désespérer de son destin et de son avenir. Et, comme le disait André Malraux : « C'est au fond de la nuit qu'on croit en la lumière. » Que la Providence nous vienne en aide !